



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
POLYgone - bâtiment GH  
5 rue Hinzelin - CS 50551  
57009 Metz Cedex

Metz, le 27/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGC GLASS SEINGBOUSE**

Parc d'activités Districal  
Mégazone Moselle Est  
57455 Seingbouse

Références : SEINGBOUSE\_AG\_C\_2026-01-16\_RAPVI\_JPBM\_02471  
Code AIOT : 0006204851

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement AGC GLASS SEINGBOUSE implanté Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite réalisée le 8 novembre 2023 avait portée sur la centrale ORC dont le but est de produire de l'électricité à partir de la chaleur des fumées émises par le process. Cette centrale devait être opérationnelle le jour de la visite mais ne l'était pas suite à un retard dans sa mise en route. Plusieurs prescriptions n'avaient donc pas pu être contrôlées.

Depuis, la centrale ORC est opérationnelle, et la présente visite est donc de contrôler les points en attente depuis la visite de 2023.

L'équipement ORC relève plus particulièrement de l'activité ICPE de la rubrique 2915. Le présent rapport porte essentiellement sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 mai

2020.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGC GLASS SEINGBOUSE
- Parc d'activités Distrial Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006204851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la société AGC Glass Seingbouse est centrée sur la fabrication de verre plat, et peut en produire jusqu'à 830 t/jour.

La société est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2025-DCAT- BEPE-363 du 3 octobre 2025 portant autorisation environnementale relatif au projet décarbonation - efficacité énergétique et au changement de combustible pour l'alimentation du four de fusion à la société AGC Glass Seingbouse sur le territoire de la commune de Seingbouse, et à la révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-AG/2-413 du 22 décembre 2000 en rassemblant les arrêtés préfectoraux complémentaires associés.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Centrale ORC - Incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5 (partiel), 59.III de l'AM 03/08/2018	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Centrale ORC - Risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	Sans objet
3	Centrale ORC - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8 (partiel)	Sans objet
4	Centrale ORC - Détection	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	Sans objet
5	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître une non-conformité :

- le non-respect de la fréquence annuelle de vérification des poteaux incendie.  
Cette non-conformité fait l'objet d'une demande d'action corrective sous 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Centrale ORC - Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les locaux contenant le fluide caloporteur combustible (chaudière, canalisations et échangeurs) sont considérés comme des locaux à risque.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection un plan présentant les différentes parties de la centrale ORC, précisant pour chacune d'elle la nature des risques accidentels au moyen d'un code couleur. Ce plan indique également l'emplacement des différents produits chimiques sur l'installation, en adoptant le même code couleur que les risques correspondants. Lors de la visite, l'inspection a observé que les risques sont effectivement signalés sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Centrale ORC - Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5 (partiel), 59.III de l'AM 03/08/2018
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

[...]

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

#### **Article 59.III de arrêté ministériel du 3 août 2018**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant explique que des détecteurs sont installés dans la centrale ORC, et en cas de sinistre, leur déclenchement donne l'alerte dans la salle de contrôle global du site (situé dans le bâtiment principal). Si l'alerte doit être transférée au SDIS, elle se fera depuis cette salle de contrôle.

De plus, l'exploitant a présenté les différents rapports de contrôle relatif aux moyens de lutte contre l'incendie de la centrale ORC : extincteurs et poteaux incendie, la centrale ORC ne disposant pas de sprinklage ni de RIA.

Le dernier contrôle des 19 extincteurs de la centrale ORC a été réalisé le 1<sup>er</sup> avril 2025. Aucune non conformité n'a été relevée. L'inspection a remarqué que les extincteurs sont répartis à

l'intérieur de la centrale, et leur accès laissé libre. De plus, par sondage dans la centrale ORC, l'inspection a également observé que la réalisation du dernier contrôle date effectivement d'avril 2025.

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des poteaux incendie. Ils ont été réalisés le 11 août 2020 et le 7 août 2023. Trois poteaux incendies se trouvent à moins de 100 m de la centrale ORC : n°40, n°41 et n°50.

En 2020, les pressions au débit requis de ces 3 équipements sont respectivement de 5,2, 5,6 et 7,7 bars, avec respectivement un débit de 170, 253 et 213 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, les pressions statiques sont respectivement de 6, 5,4 et 5,9 bars.

Le rapport de 2023 indique uniquement les pressions (aucun débit) : 7, 4,9 et 5,3 bars (pressions statiques) et 5,5, 3,7 et 4,4 bars (pressions au débit requis).

L'inspection a alors demandé de justifier la fréquence triennale du contrôle. D'après l'exploitant, cette fréquence vient du prestataire qui se base sur des prescriptions du code du travail et du Règlement Départemental de Défense Extérieur Contre l'Incendie (RDDECI) de Meurthe-et-Moselle qui ne s'applique pas aux ICPE.

Au regard de la prescription susvisée, la vérification des matériels de moyens de lutte contre l'incendie doit être annuelle.

Par ailleurs, le site ne dispose pas de réserve d'eau, les poteaux incendies à proximité de la centrale ORC étant répartis de façon à se situer à moins de 100 m de celle-ci.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de respecter la fréquence annuelle des contrôles des poteaux incendie et de préciser le débit de ces derniers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Centrale ORC - Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.8 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique

**Prescription contrôlée :**

**Installations électriques, éclairage et chauffage.**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont [...] vérifiées.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques effectuée du 17 au 22 juillet 2025. Le prestataire a établi 12 nouvelles observations, et

le retour à un état correct relève de la préconisation pour l'ensemble des observations. Par ailleurs, l'exploitant a présenté une page de registre indiquant qu'il a réalisé une intervention des points préconisés, sans plus de précision.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Centrale ORC - Détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection d'incendie. [...] Il organise [...] des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La centrale ORC est installée dans un bâtiment principal constitué d'une seule grande pièce. Un local électrique est accolé à ce bâtiment. Les deux espaces sont distincts (aucune porte ne les relie), et sont chacun équipés de détecteurs. Lors de la visite, l'inspection n'a examiné ni la liste des détecteurs présents dans l'installation, ni celle des opérations d'entretien correspondantes, ni la pertinence du dimensionnement retenu pour chaque système de détection. L'exploitant indique que des tests manuels des systèmes de détection sont réalisés chaque mois. Il explique également disposer d'un registre de suivi des contrôles dans lequel l'ensemble des contrôles est inscrit : extincteurs, système électrique, détection incendie...</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'activité détection incendie de la centrale ORC réalisée le 9 juillet 2025 (également noté dans un registre de suivi des contrôles). Le rapport mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux travaux à prévoir pour maintenir le niveau de sécurité de l'installation (à l'arrivée des échéances suivantes, sachant que la mise en service de la centrale ORC date de 2 ans environ) : Il est conseillé pour un fonctionnement optimal du SSI (Système de Sécurité Incendie), de reconditionner les détecteurs tous les 4/6 ans, ceci permettant de réduire les défauts intempestifs ; selon la NFS 61-933 Article 8.1, prévoir le remplacement des batteries en service depuis 4 ans.</li> <li>- Un devoir de conseil : rajouter un déclencheur manuel à l'issue de secours au bâtiment ORC PV 2.</li> </ul> <p>Le rapport indique que tous les contrôles effectués sont jugés corrects.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stratégie de traitement préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

Consignes d'exploitation.

Entretien préventif et surveillance de l'installation

2. Entretien préventif de l'installation

b) Traitement préventif

[...]

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

**Constats :**

Suite à l'inspection du 30 septembre 2024, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant de compléter dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Par courriel du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni à l'inspection cette fiche de stratégie complétée. Certains produits sont en effet rejetés dans l'air, et d'autres produits sont uniquement rejetés dans les effluents liquides (donc pas dans l'air). La fiche indique également leur concentration.

Tous les produits utilisés ne se décomposent pas, et pour celui qui se décompose dans l'eau, un document annexe explicite les produits de décompositions.

La fiche de stratégie de traitement est donc complétée.

**Type de suites proposées :** Sans suite